

LES RELATIONS CHINE-AFRIQUE : QUEL FUTUR ?

SERGE MBENZA

LA POSITION sur les relations Chine-Afrique partage l'opinion entre d'une part, ceux qui jugent la présence chinoise en Afrique salutaire, et d'autre part, ceux qui la trouve plutôt dévastatrice. Mais parallèlement à l'évolution de ce débat qui intéresse scientifiques, journalistes ou simples citoyens, l'implication chinoise ne cesse de s'intensifier. En Angola, au Soudan, au Nigeria ou ailleurs en Afrique, la Chine accroît ses investissements, les dirigeants chinois multiplient des tournées diplomatiques. Les marchandises chinoises sont de plus en plus présentes sur le marché africain alors que les chinois sont de plus en plus nombreux à s'implanter en Afrique. Au regard de leur évolution actuelle, une présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ? Quel futur pourrait-on envisager pour les relations Chine-Afrique ?

Telle est la question à laquelle on va tenter de répondre à travers cette restitu-

tion d'ouvrage sur le sujet. Il s'agit particulièrement de l'ouvrage d'Eric Nguyen¹ « *les relations Chine-Afrique* » publié aux éditions Studyrama perspectives. On essaiera de comprendre, d'analyser et de critiquer la description de Nguyen des relations Chine-Afrique sous ses aspects qui nous semblent les plus pertinents. On débouchera ensuite sur une opinion de ce que pourrait être l'évolution future de ces relations.

1. RESTITUTION DE L'OUVRAGE

Outre l'introduction et la conclusion, l'ouvrage de Nguyen contient 8 parties qui décrivent l'évolution des re-

1. Eric Nguyen est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de lettres modernes et d'un DEA en Relations internationales de la Sorbonne. Il a enseigné l'Histoire en classe préparatoire à l'Institut catholique de Paris.

lations entre la Chine et l'Afrique sous différents aspects. Du cadre historique, aux raisons politiques et diplomatiques, en passant par les causes économiques, Nguyen dresse un portrait assez large des relations sino-africaines. On présentera ci-dessous quelques points intéressants mais dans une articulation différente de celle de l'ouvrage pour rendre la restitution plus aisée.

1.1. L'évolution historique des relations Chine-Afrique

Dans la première partie de l'ouvrage, Eric Nguyen retrace le cadre des relations Chine-Afrique et les remet dans une perspective historique. Il décrit la présence chinoise en Afrique comme très ancienne, trouvant ses origines les plus lointaines au XV^{ème} siècle avec l'Amiral Zheng He. Celui-ci effectua, avec l'appui de l'Empereur Yongle, de nombreuses expéditions maritimes qui le conduisirent jusqu'en Afrique.

Plus proche de notre temps, l'intérêt chinois pour le continent africain s'est de nouveau manifesté de manière palpable vers le milieu des années 50 où dans le contexte de la guerre froide et de la Conférence de Bandung¹ (1955-1960), l'intervention chinoise s'est manifestée sous forme d'aide et d'assistance aux pays africains.

Il vient ensuite la période (1960-1974) caractérisée par une rivalité entre la Chine et l'Union soviétique en Afrique. La Chine cherche des alliés auprès des

pays africains socialistes et leur offre une aide très diversifiée.

Nguyen stigmatise les méthodes chinoises qu'il juge parfois cyniques. Les chinois cherchent un soutien tous azimuts de la part des pays africains et vont même jusqu'à offrir un soutien simultané à certains gouvernements ainsi qu'à leurs opposants comme en Angola, où ils soutenaient le gouvernement d'Edouard Dos Santos en même temps que le mouvement d'opposition mené par Savimbi.

Après cette période, suit l'époque du désengagement de la Chine en Afrique (1975-1988) caractérisée par le rapprochement entre les Etats-Unis et la Chine. Cette dernière se retire progressivement de l'Afrique pour éviter tout affront aux intérêts occidentaux sur le continent. Cette nouvelle politique chinoise de l'Afrique est l'œuvre des successeurs de Mao, dont Deng Xiaoping, qui décident de recentrer la Chine sur son économie. Ceci se traduit notamment par une réduction progressive du nombre des projets avec l'Afrique et l'exigence d'une contribution plus accrue de la part de ces pays africains dans les projets.

Ce n'est qu'en 1989 que la Chine retrouve un nouvel intérêt pour l'Afrique. Cela est avant tout explicable par des raisons politiques. Suite à l'isolation dont elle était l'objet sur la scène internationale², la Chine va rechercher de nouveaux alliés parmi les 53 pays que compte le continent africain.

Cet argument d'une présence très ancienne de la Chine en Afrique est souvent mis en avant par de nombreux analystes et spécialistes des relations sino-

1. Conférence tenue en avril 1955 à Bandung, en Indonésie, qui marqua l'entrée sur la scène internationale des pays du Tiers monde. Elle réunissait pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques qui choisirent le non-alignement, ne voulant pas coopérer avec les différents blocs (Est-Ouest).

2. Consécutives aux événements de Tiananmen. L'armée chinoise réprime une manifestation étudiante qui fait entre 1000 et 2000 victimes selon Nguyen.

africaines pour montrer le côté a priori désintéressé de la présence chinoise en Afrique. C'est notamment celui soutenu par la Professeur Jing Men¹, spécialiste des relations entre l'Union Européenne et la Chine.

1.2. Les raisons économiques de la présence chinoise en Afrique

Dans le domaine économique, Nguyen identifie deux grandes logiques qui sous-tendent la présence chinoise en Afrique. Il y a d'une part, la quête d'hydrocarbures, minerais et autres matières premières et d'autre part, la recherche d'un marché pour les produits chinois. Il présente quelques chiffres pour étayer ses propos. Il avance que la Chine a des besoins énormes en hydrocarbures (pétrole et gaz) pour soutenir sa croissance de 10% par an environ. Elle, qui jusqu'en 1993, était 2^{ème} exportateur de pétrole en Asie, avec ses 2,3% des réserves mondiales, la Chine a pris le statut d'importateur. Passée de 8^{ème} importateur de pétrole en 2000 avec 29% de consommation mondiale de pétrole, la Chine est à ce jour le 1^{er} importateur de pétrole. Jusqu'en 1990, les principaux fournisseurs de la Chine étaient l'Indonésie, Oman et l'Iran et en 2008, c'était l'Arabie saoudite, l'Angola et l'Iran. Aujourd'hui, la Chine se tourne davantage vers l'Afrique² pour sécuriser ses approvisionnements et diversifier ses sources, le Moyen-Orient étant dominé par les

États-Unis. De plus, l'Afrique détient 9,5% des réserves mondiales de pétrole et 11,5% de la production mondiale. Son pétrole a en plus l'avantage d'être moins cher, de bonne qualité, plus facile d'accès et moins dangereux à produire.

Nguyen dresse un tableau similaire en ce qui concerne les minerais, dont la croissance chinoise est aussi fortement consommatrice. Il cite à titre d'exemple, l'extraordinaire croissance de la Chine entre 2003 et 2005, dont la hausse consécutive des prix des minerais a largement profité à de nombreux pays africains qui sont donc prêts à répondre à cette demande croissante de la Chine. Le même schéma est valable pour d'autres matières premières comme telles que le bois ou le coton.

D'un autre côté, la Chine est constamment à la recherche de nouveaux débouchés pour soutenir sa croissance. Elle est un grand producteur des biens de consommation à bas prix mais aussi des produits de haute technologie (télécommunications, centrales hydrauliques,...). Forte de ses 900 millions des consommateurs, l'Afrique constitue un marché potentiel mais aussi un test pour les producteurs avant d'affronter le marché international constitué d'une clientèle plus exigeante.

Nguyen rapporte que les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont considérablement augmenté ces dernières années. De 760 millions de dollars en 1978, ils se sont accrus de 700% au cours des années 1990. Ils atteignaient 10 milliards de dollars 2000, 17 milliards en 2003 et 20 milliards en 2004. Ils ont atteints 100 milliards en 2008, cible initialement visée pour 2010. Dans le domaine des infrastructures, les chinois ont depuis 1990 réinvesti le marché africain

1. Point de vue exprimé lors de la conférence sur « l'influence chinoise en Afrique » organisée le 24 avril 2010 par le Centre Européen des Recherches Internationales et Stratégiques (CERIS).

2. Selon Nguyen, elle importe maintenant de l'Algérie, d'Angola, de Guinée équatoriale, de Libye, du Congo-Brazzaville, du Gabon, du Tchad et du Nigeria

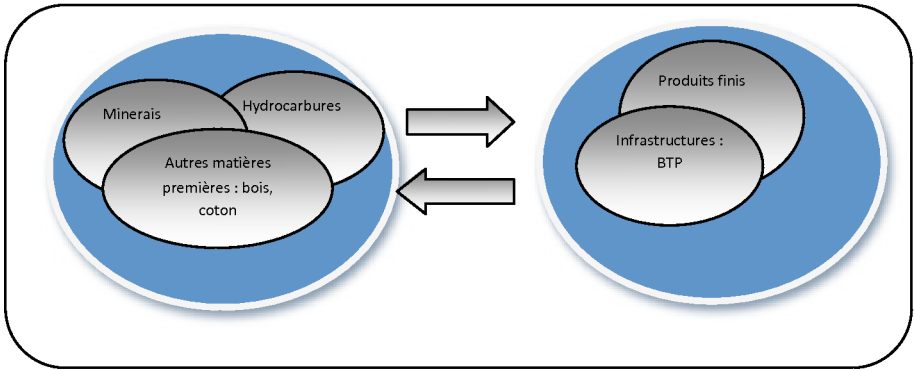


Figure 1

Schéma des relations commerciales Chine-Afrique proposé par l'auteur

du Bâtiment et travaux publics (BTP) et y occupent la 1^{ère} place. Plusieurs facteurs importants jouent en faveur des entreprises chinoises. Il y a notamment le fait que la main d'œuvre est bon marché (20-30% moins chère que celle des entreprises africaines), les entreprises chinoises du BTP présentent des devis de loin inférieurs à ceux des entreprises africaines ou européennes.

En outre, les chinois ont su tirer profit de deux autres facteurs engendrés par le fait des institutions financières internationales. Il y a avant tout l'idéologie libérale prônée par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale en vertu de laquelle les pays occidentaux se sont interdits de financer dans le tiers-monde des projets susceptibles d'être réalisés par le secteur privé. Contrairement à ce qui était prévu, les entreprises occidentales privées ne se sont pas investies dans ces projets, laissant le champ libre à la Chine. Ensuite, il y a la décision de la Banque Mondiale d'exiger un appel d'offres international pour tout projet d'infrastructures afin de

faire baisser les prix et de lutter contre la corruption. Les entreprises chinoises, plus compétitives et plus rapides que leurs concurrentes ont concrétisé leur avantage. A ces facteurs, Nguyen rajoute également le fait que le gouvernement chinois a mis en place l'Association des constructeurs chinois, un organisme public fort de 500 membres qui fait un travail de veille stratégique. Il a pour rôle de recenser les appels d'offre dans le domaine du BTP et les diffuse auprès des entreprises chinoises.

Outre les infrastructures, Nguyen évoque également la question de la fourniture des armes à l'Afrique par la Chine. Il relève un changement de politique des autorités chinoises qui, depuis 1990, ont arrêté de soutenir des guérillas en Afrique dans un but purement idéologique. La fourniture d'armes se fait désormais dans un but purement commercial. Selon Nguyen, le volume vente d'armes légères à l'Afrique a été multiplié par 10 durant la période 1996-2003 comparativement à la période 1955-1972 où il se situait à 142 millions d'euros. La

Chine serait devenue le 1^{er} exportateur d'armes légères et 3^{ème} fournisseur de l'Afrique.

Un autre aspect très important mis en lumière par Nguyen est que la Chine arrive subtilement à concilier les deux volets de sa politique commerciale extérieure¹ en recourant dans certains cas au troc de matières premières contre armements. Le Zimbabwe, la République démocratique du Congo², le Liberia sous Charles Taylor (embargo par l'ONU), le Niger sont quelques pays cités par Nguyen où ces pratiques ont eu cours.

Les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique, décrites par Nguyen, ne sont pas unidirectionnelles dans le sens de l'Afrique vers la Chine. Il s'agit également des échanges allant de la Chine vers l'Afrique qui constitue un marché pour les Chinois; ce qui pourrait se résumer par schéma ci-dessous.

1.3. Les raisons politiques et diplomatiques l'implication chinoise en Afrique

Nguyen ramène le désir de la Chine de multiplier sa puissance diplomatique sur le plan international au centre de l'orientation de sa politique diplomatique (et même économique)

Premièrement, la Chine veut s'assurer le soutien des pays africains à l'ONU face à Taiwan avec qui elle se livre depuis 1949 une lutte sur la scène internationale avec pour principal enjeu la reconnaissance diplomatique. Les pays africains, avec plus d'un quart des

1. Il s'agit d'une part des importations des matières premières pour alimenter ses industries et propulser sa croissance et d'autre part des exportations de ses produits finis.

2. Désignée par Congo-Zaïre par l'auteur.

votes à l'ONU³, représentent un intérêt pour la Chine dans cette lutte. A titre d'exemple, Nguyen évoque l'obtention par la Chine en 1971 du siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU en remplacement de Taiwan grâce au vote de 26 pays africains. En ce qui concerne l'évolution de la rivalité diplomatique, Nguyen parle d'une prédominance diplomatique de Taiwan en Afrique à partir des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990 grâce une diplomatie dite de chéquier qui consiste à apporter une aide aux pays alliés, voire corrompre les dirigeants. Depuis 1994, Nguyen identifie un renversement de la tendance au profit de la Chine qui, devenue depuis lors une puissance économique, peut manier à son tour la diplomatie du chéquier et parfois faire usage de son droit de veto au Conseil de sécurité pour faire pression sur l'un ou l'autre pays africain.

Deuxièmement, il y a le désir de la Chine de développer sa culture en Afrique. Elle a multiplié l'octroi des bourses aux étudiants⁴, elle accorde généreusement des visas aux Africains (230.000 en 2006). En outre, la Chine s'est engagée en 2006 lors du 3^{ème} Forum de coopération Chine-Afrique, à former 15000 Africains dans ses universités. Elle a créé une dizaine d'Instituts Confucius qui sont des centres culturels ayant pour objectif de répandre l'usage de la langue chinoise en Afrique.

Troisièmement, la Chine utilise l'Afrique pour s'ériger en grande puissance et de jouer un rôle majeur sur la scène internationale. Plus que par le passé, elle participe dans le cadre de l'ONU aux

3. 53 sur 192 pays membres en 2009 selon Nguyen.

4. 2400 en 2009 contre 15000 sur la période 1960-1980, selon Nguyen.

missions de maintien de la paix pour se faire une image d'acteur responsable, facteur de stabilité dans le monde. En agissant de la sorte, la Chine vise un double objectif. D'un côté, elle veut montrer à ses partenaires africains qu'elle est prête à les assister dans la résolution de leurs conflits intérieurs. De l'autre, la Chine lance un signal fort à la communauté internationale en se posant en grande puissance, garante de la paix dans le monde.

Nguyen met en lumière le fait que cette politique de la Chine envers l'Afrique qui se manifeste par un engagement croissant sur le plan économique, politique et diplomatique la met sérieusement en concurrence avec les anciennes puissances coloniales dont la France. Dans le domaine économique, et en particulier dans le secteur du BTP, les entreprises françaises sont progressivement évincées du marché par les entreprises chinoises, plus rapides et plus compétitives.

2. QUEL FUTUR POUR LES RELATIONS CHINE-AFRIQUE ?

Sur base de la toile de fond proposée par Nguyen, quel futur pourrait-t-on envisager pour les relations Chine-Afrique ? Le futur des relations Chine-Afrique est à examiner à la lumière des facteurs que Nguyen considère comme étant à la base de son succès ; ils sont publics ou privés.

Dans le registre des actions publiques, il y a avant tout les opérations de « charme » envers l'Afrique, qui sont constituées des *tournées diplomatiques chinoises* et les *sommets Chine-Afrique*¹.

1. Le 1^{er} sommet organisé à Pékin en octobre 2000 et 2^{ème} à Addis-Abeba en novembre 2003.

Ces derniers, calqués sur des structures identiques mises en place par les Occidentaux et les Japonais, constituent des grands forums économiques et politiques où sont prises des décisions comme l'annulation ou la réduction de la dette des pays africains (lors du 1^{er} sommet) ou encore l'établissement d'une coopération sino-africaine dans de nombreux domaines comme le transport, le tourisme, l'agriculture, la formation, l'exploitation des ressources naturelles (2^{ème} sommet).

Ensuite, il y a *l'absence de leçon sur les droits de l'Homme et la non-ingérence dans les affaires intérieures*. A l'exception de la non-reconnaissance de Taiwan, la Chine ne met pratiquement pas de conditionnalité politique à son aide économique. Par ailleurs, la Chine continue à mettre en avant l'argument de la coopération Sud-Sud qui tire son fondement les humiliations communes infligées par les Occidentaux aux Africains et aux Asiatiques.

Nguyen cite également *l'implication du gouvernement chinois, des entreprises publiques chinoises*, et l'usage par les autorités de différents instruments pour s'implanter en Afrique. Il y a notamment l'aide financière qui passe à travers des organismes financiers étatiques. Ils accordent des prêts sans intérêts et des prêts à taux préférentiels pour soutenir des projets dans le domaine des infrastructures. Cette aide étant liée, ce sont les entreprises chinoises qui en profitent. Elles sont installées dans différents domaines et mènent plusieurs projets. Il faut également parler du domaine de la coopération à travers lequel la Chine envoie des coopérants en Afrique (médecins, ingénieurs, etc).

Dans le cadre des actions privées, il y a *l'initiative individuelle des commerçants*

et de petits entrepreneurs chinois du secteur privé. C'est la conjonction de ces deux dynamiques complémentaires qui fait le succès des chinois en Afrique. Il s'agit, au niveau micro-économique, de la dynamique par le bas des réseaux dans le secteur privé, et au niveau macro-économique, de la dynamique par le haut, celle des entreprises publiques.

De ce qui précède, il est soutenable que tant que les relations sino-africaines continueront à évoluer dans une logique de l'offre et de la demande, la présence chinoise en Afrique devra continuer à s'intensifier. C'est-à-dire d'une part, tant que l'Afrique continuera à rechercher des débouchés pour ses matières premières et un besoin énorme en capitaux pour ses infrastructures, en investissements. Et d'autre part, tant que la Chine continuera à mener une politique économique et diplomatique « agressive » envers l'Afrique du type décrit par Nguyen, tant que sa croissance sera forte (besoin en matières premières pour ses industries et besoin des débouchés pour ses produits finis) qu'elle continuera à concéder des largesses financières (prêts sans intérêts), tant qu'elle sera peu soucieuse de considérations environnementales, selon toute vraisemblance, sa politique continuera à récolter un succès important sur le continent, son implantation aura tendance à s'accroître.

Toutefois, ce scénario restera totalement valable qu'en cas de statu quo de l'attitude des puissances occidentales. C'est-à-dire en considérant que les Etats-Unis, le Canada ou l'Europe par exemple ne changent pas l'une ou l'autre politique pour contrer l'influence chinoise en Afrique. Il s'agit par exemple du fait que les pays occidentaux arrêtent de conditionner l'aide sur des

critères de gouvernance, ou encore puissent appliquer à leur tour l'aide liée. Or, il semble peu probable pour les pays occidentaux de renoncer à ces principes qui sont le résultat d'une longue construction et qui sont aujourd'hui établis. Les conditionnalités de bonne gouvernance constituent, de l'avis des décideurs occidentaux, des incitants pour pousser les pays africains à « faire mieux » en cette matière.

Le programme Indicatif de Coopération entre la Belgique et la République Démocratique du Congo pour la période 2010-2013 prévoit une enveloppe initiale de 300 millions d'euros ainsi qu'une tranche additionnelle de 100 millions pour les dernières années à libérer en fonction des avancées qui seront constatées dans le domaine de la gouvernance. Dans le cadre multilatéral des relations entre l'Union Européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le principe des conditionnalités de gouvernance est totalement ancré dans les mécanismes d'octroi de l'aide à ces pays. Pour pouvoir bénéficier de l'appui budgétaire direct par exemple, les pays ACP doivent prouver la mise en place d'une série de mesures en matière de gouvernance : contrôle parlementaire, transparence de la chaîne des dépenses publiques, efficacité de leurs systèmes de contrôle et d'audit, etc.

En se basant sur l'analyse de Nguyen, le fait que la Chine soit peu regardante vis-à-vis de ces conditionnalités joue en sa faveur. Il rapporte en effet que la Chine a notamment tiré profit des sanctions économiques internationales qui frappaient le Soudan pour prendre pied dans ce pays dont elle est le premier partenaire commercial et, avec 4 milliards de dollars, le premier investisseur.

Or, si l'Occident ne va pas renoncer à ses principes pour contrer l'influence chinoise, Nguyen soutient que des voix commencent à se lever un peu partout pour dénoncer les pratiques chinoises. Les principes des prêts sans intérêts ou à taux d'intérêts réduits risquent de reendetter l'Afrique à laquelle les pays occidentaux accordent des annulations et des réductions de la dette dans le cadre l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE). L'Angola est cité à titre d'exemple. Alors qu'il était en train de négocier avec le FMI et la Banque Mondiale le remboursement de sa dette, la Chine lui accorde un nouveau prêt. Selon Nguyen, il aurait au total reçu un montant de 10 milliards de la part de la Chine entre 2003 et 2009, une somme presque équivalente à sa dette envers les institutions financières mondiales : 9,5 milliards de dollars. D'autre part, Nguyen relève que ces prêts avantageux favorisent le développement de la corruption en Afrique car le principe de l'aide liée pousserait les entreprises publiques chinoises à corrompre les dirigeants africains pour obtenir des marchés.

L'un des piliers du succès chinois en Afrique commence peu à peu à vaciller. C'est donc le degré de résistance à la contestation internationale envers les pratiques de la Chine. Elle semble peu à peu influencer l'orientation de sa politique. Dans le domaine politique notamment, Nguyen rapporte que la Chine semble avoir pris conscience que ses relations avec le Soudan et le Zimbabwe ternissaient son image sur la scène internationale. Elle essaye dès lors de changer ou de donner l'impression d'avoir changé de politique. Nguyen cite pour exemple la tournée diplomatique

africaine du Président chinois en février 2007. Tournée durant laquelle il n'a pas fait d'escale à Harare et ce, alors même qu'en novembre 2006, le Président Mugabe était convié, au 1^{er} sommet Chine-Afrique organisé à Pékin.

CONCLUSION

L'ouvrage d'Eric Nguyen sur les relations Chine-Afrique traite des relations Chine-Afrique dans ses différents aspects. Toutefois, nous lui reprochons une certaine imprécision en ce qui concerne les données statistiques. Les chiffres avancés sont parfois vagues. Il cite par exemple que la diaspora chinoise en Afrique est évaluée entre 100.000 et 1 million des personnes. Un tel écart ne permet pas de se faire une idée réelle de la présence chinoise en Afrique. Il en est de même des chiffres sur la production de pétrole, de la production de coton. Une présence par tableaux avec une ligne de temps aurait permis une meilleure perception. Des périodes de référence ne sont pas toujours comparables. Certains chiffres évoqués ne sont parfois pas à jour comme à la page 64 où les chiffres sur le nombre des visas octroyés par la Chine aux Africains datent de 2006 alors que l'ouvrage a été écrit au 3^{ème} trimestre 2009.

Il reste que c'est un ouvrage qui aborde les relations Chine-Afrique dans une approche qui se veut globale et complète. Il met clairement en lumière les interactions entre les différents enjeux en présence, qu'ils soient économiques, sociaux, politiques ou diplomatiques. Bien articulé, cet ouvrage permet de se faire une première idée, tout de même assez précise des tenants et aboutissants

de la présence chinoise en Afrique. Une démarche qui peut être approfondie par des recherches ultérieures plus poussées.

Quant à la description faite des relations Chine-Afrique, elle semble cohérente et elle fait partie d'une vision des choses partagée par d'autres analystes dont la Professeur Jing Men citée ci-dessus. La présence chinoise en Afrique est en grande partie justifiée par des raisons économiques appuyées par une implication importante des pouvoirs publics chinois. Nous pensons que tant que l'Afrique ne développera pas une grande industrie de transformation de ses matières premières, continuera à rechercher

des débouchés extérieurs et tant que la Chine connaîtra une croissance forte et à mener une politique « agressive » pour percer en Afrique, sa présence continuera à s'intensifier sur le continent.

Toutefois, les voix qui se lèvent pour dénoncer les pratiques chinoises en Afrique et le souci de la Chine de soigner son image sur la scène internationale, associés au regain d'intérêt des puissances occidentales pour le continent africain pourrait permettre de rééquilibrer les choses. D'une part, en poussant les chinois à changer des pratiques et d'autre part en ralentissant leur implantation sur le continent. ¶

